



Chers camarades :

Recevez les salutations fraternelles du Parti communiste du Venezuela (PCV).

Nous tenons tout particulièrement à saluer l'effort extraordinaire déployé par les camarades du Parti communiste de Cuba qui, malgré la situation très grave à laquelle ils sont confrontés, dans un contexte d'intensification de l'attaque impérialiste impitoyable et multiforme, accueillent cette XXIVe édition de la Rencontre internationale des partis communistes et ouvriers (EIPCO).

Que le peuple cubain et son avant-garde révolutionnaire reçoivent la réaffirmation de la solidarité des communistes vénézuéliens.

De même, nous souhaitons saisir cette occasion pour remercier les partis frères pour leurs marques de solidarité envers la classe ouvrière et le peuple vénézuélien face à la tragédie provoquée par les tremblements de terre du 24 juin dernier, qui ont fait plus de 5 000 morts, des milliers de disparus et près de 18 000 sinistrés. Les familles de travailleurs ont été les principales victimes de cette catastrophe naturelle, qui a mis en évidence la tragique réalité économique, sociale et institutionnelle de notre pays.

Il est significatif que cet EIPCO coïncide avec le centenaire du commandant Fidel Castro, dont les idées éclairantes et la force morale continuent de guider l'action et la résistance héroïque du peuple cubain. Fidel est, par ailleurs, l'une des principales figures de proue de la lutte révolutionnaire contre le capitalisme et l'impérialisme, et pour le triomphe du socialisme-communisme sur toute la planète.

En cette période de violente exacerbation de la lutte des classes à l'échelle planétaire, sa présence ne cesse de croître en Cuba, en Amérique latine et dans le monde entier. La célèbre phrase du sage inca Choquehuanca, prononcée lors de son discours en hommage au Libérateur Simón Bolívar à Pucará, s'applique pleinement à Fidel : « Sa gloire grandira comme l'ombre lorsque le soleil déclinera. »

La lutte des classes et la dictature mondiale des capitaux monopolistes

Le monde capitaliste est secoué par l'intensification de la lutte entre les puissances impérialistes pour le contrôle des ressources stratégiques, des marchés et des zones d'influence géopolitique. Un nouveau partage du monde entre les puissances impérialistes – traditionnelles et émergentes – se dessine au milieu d'une dynamique marquée par de violentes convulsions économiques, sociales et politiques.

Plus précisément, la volonté des capitaux monopolistes des États-Unis d'imposer leur hégémonie mondiale – sous l'administration de Donald Trump – a exacerbé les tensions avec leurs principaux concurrents, la Chine et la Russie, plaçant l'humanité au bord d'un conflit mondial.

Dans ce contexte, la contradiction fondamentale entre le capital et le travail s'accroît. Les bourgeoisies et leurs États tentent, par tous les moyens, de compenser la croissante baisse tendancielle du taux de profit, déterminée par l'accélération de la croissance du capital constant par rapport au capital variable. Ce processus tend à s'intensifier sous l'effet de la concurrence inter-impérialiste et intra-capitaliste, dans un contexte marqué par une automatisation accrue dans les pays industrialisés, la course à l'innovation technologique et l'expansion de bulles de crédit massives.

Cela entraîne une réduction drastique de la main-d'œuvre employée, une baisse des salaires et, de manière générale, l'imposition de politiques de déréglementation du travail, ainsi que le démantèlement des systèmes de protection sociale. Cette situation est aggravée par les ajustements budgétaires opérés par les États bourgeois, qui consacrent davantage de ressources aux guerres et aux programmes militaristes, comme c'est actuellement le cas en Europe.



Tout cela suscite des réponses fermes et revendicatrices de la part du mouvement ouvrier et syndical dans différentes régions du monde, tout en mettant en évidence la nécessité d'un rôle de plus en plus important des partis révolutionnaires de la classe ouvrière et du syndicalisme de classe.

Dans ce contexte mondial, le sionisme israélien, en tant qu'expression et bras armé des intérêts impérialistes, impose un programme de violence, d'occupation, de spoliation et de mort au service des capitaux monopolistes. L'offensive génocidaire menée contre le peuple palestinien constitue l'expression la plus brutale de cette politique, soutenue par la force militaire, les déplacements forcés, la destruction systématique des conditions de vie et la négation des droits du peuple palestinien.

Le PCV réaffirme sa pleine solidarité internationaliste avec le peuple martyr de Palestine et sa lutte légitime pour l'autodétermination et la libération nationale, ainsi qu'avec les peuples d'Iran, du Liban, de Syrie et tous les autres peuples victimes de l'agression impérialiste et sioniste.

Fascisme mondial et nouvelle offensive anticommuniste

Le fascisme mondial du XXI^e siècle apparaît comme l'expression du pouvoir politique autoritaire des grands capitaux monopolistes — dominés par le capital financier — qui, par la force, soumettent leurs adversaires, transformant le droit international et ses institutions en instruments obsolètes et inapplicables. Les travailleurs et les masses populaires, en général, sont les grandes victimes de l'imposition de la dictature terroriste mondiale du système capitaliste dans sa phase impérialiste, caractérisée par la plus grande concentration monopolistique de tous les temps et soumise aux exigences de la spéculation financière.

L'anticommunisme est une caractéristique inhérente au fascisme. Or, l'administration des États-Unis actuelle a justement remis l'anticommunisme au cœur de son discours et de son offensive politique. Récemment, Donald Trump a affirmé que « le communisme reste la plus grande menace » à laquelle sont confrontés les États-Unis et a qualifié le socialisme, le communisme et le totalitarisme d'« idéologies maléfiques ».

Cette déclaration constitue une expression particulièrement claire de l'offensive idéologique menée par Washington contre le communisme et les forces révolutionnaires. Elle laisse présager un nouveau maccarthysme qui, comme par le passé, pourrait s'étendre à l'ensemble des courants socialistes et de gauche. Il n'est pas surprenant que cette méthode repose sur la stigmatisation et la criminalisation de toute personne ou organisation se revendiquant marxiste-léniniste, anti-impérialiste, anticapitaliste ou de gauche. Nous devons mener la bataille contre l'anticommunisme sur tous les fronts, le champ idéologique étant l'un des plus importants.

À ce stade, il faut également ne pas perdre de vue le rôle de la social-démocratie et du progressisme qui, en décevant les masses, en démantelant ou en affaiblissant le potentiel révolutionnaire et anticapitaliste du prolétariat et en dissimulant la véritable nature de classe du fascisme en tant qu'expression politique de l'impérialisme en temps de profonde crise capitaliste, contribuent à l'avancée et à la consolidation de la dictature terroriste du grand capital, allant même jusqu'à se mettre à son service.

L'offensive impérialiste contre l'Amérique latine

L'impérialisme états-unien mène en Amérique latine et dans les Caraïbes une offensive politique et militaire visant à s'assurer le contrôle total de la région. Pour ce faire, il invoque ce qu'on appelle le « corollaire Trump » de la doctrine Monroe, dans le cadre de sa lutte visant à contenir l'influence de la Chine et de la Russie. Par le biais de manipulations politiques et de moyens pseudo-légaux, il tente de justifier son interventionnisme criminel, sous prétexte de lutter contre le trafic de drogue et le terrorisme, et de défendre la sécurité des États-Unis.

Sous ces prétextes et en violation du droit international, il a déployé depuis août 2025 l'opération dite « Lanza del Sur » dans les eaux de la mer des Caraïbes et du Pacifique oriental, mobilisant, sous le commandement du Commandement Sud, une force militaire d'une ampleur sans précédent en Amérique latine. Après des mois d'exécutions extrajudiciaires dans les eaux internationales — avec l'assassinat impuni de civils vénézuéliens, colombiens et originaires de

plusieurs îles des Caraïbes — et d'arrestations et d'abordages de navires transportant du pétrole vénézuélien, elle a procédé à l'attaque du Venezuela.

Le déploiement militaire des États-Unis dans les Caraïbes et l'agression contre le Venezuela s'inscrivent dans le cadre d'une offensive générale contre les peuples d'Amérique latine et des Caraïbes, visant à contrecarrer leurs luttes pour des sociétés plus justes, démocratiques et souveraines. Dans ce contexte, Washington a intensifié à l'encontre de la Cuba révolutionnaire un plan d'étranglement économique et énergétique, accompagné de menaces croissantes d'intervention militaire, dans le but de provoquer l'effondrement et la défaite de la Révolution cubaine.

Dans le même temps, l'impérialisme états-unien a réussi à mettre en place des gouvernements alignés sur sa politique de domination dans des pays tels que l'Argentine, le Panama, l'Équateur, le Paraguay, la République dominicaine, le Salvador, le Chili, la Bolivie, le Costa Rica, le Honduras, la Colombie et le Pérou. À cette liste, il convient d'ajouter l'actuel gouvernement du Venezuela, malgré la rhétorique trompeuse des dirigeants au pouvoir.

En analysant ce nouvel équilibre des forces politiques en Amérique latine, il est nécessaire que nous, communistes, identifions, dans une perspective de classe, le rôle joué par les expériences social-réformistes, ainsi que leurs limites, leurs incohérences et leurs ambiguïtés.

Le Venezuela sous la tutelle des États-Unis (Yankee)

Le 3 janvier de cette année, les États-Unis ont mené une opération militaire d'assaut contre le Venezuela et ont enlevé celui qui exerçait de facto la présidence de la République, Nicolás Maduro, ainsi que son épouse, Cilia Flores, tout en assassinant sans pitié des membres du personnel vénézuélien et cubain chargés de la protection présidentielle.

Le PCV a immédiatement condamné cette action, la qualifiant d'acte d'agression impérialiste lâche, totalement contraire au droit international. De même, nous dénonçons l'absence de réponse militaire de la part de l'État vénézuélien pour défendre sa souveraineté et son intégrité territoriale, bafouées par l'attaque des forces militaires des États-Unis et la présence quotidienne qui s'en est suivie d'officiers et de troupes étrangères sur notre territoire.

Le peuple vénézuélien a ainsi pris conscience de son impuissance face aux prétentions d'une puissance étrangère et de l'incapacité de l'État à garantir la souveraineté et la sécurité nationale. Les discours provocateurs contre l'impérialisme et les promesses de défendre la patrie « au prix de sa vie, s'il le fallait » se sont finalement révélés n'être que la rhétorique creuse d'une élite qui, de manière honteuse, met le territoire vénézuélien et ses richesses naturelles au service des intérêts des tyrans du Nord.

Cela confirme nos dénonciations, formulées depuis des années, concernant la nature du PSUV. Le seul intérêt de sa direction est de conserver le pouvoir à tout prix : non seulement en détruisant les droits du travail et en bafouant les libertés démocratiques, mais aussi à travers la reddition du pays et en réduisant à néant les luttes menées depuis des décennies par le peuple vénézuélien, les véritables révolutionnaires et patriotes, pour conquérir une nation libre et souveraine.

La capitulation du triumvirat de l'indignité

Immédiatement après l'assaut militaire des États-Unis et l'enlèvement de Maduro, l'illégitimité dans l'exercice du pouvoir politique s'est poursuivie par le biais d'un gouvernement « de transition », présidé par Delcy Rodríguez, qui, aux côtés de Jorge Rodríguez et de Diosdado Cabello, forme ce qu'on appelle le triumvirat de l'indignité. Ce groupe a orienté son action vers la cession du pays et de ses ressources stratégiques au service des intérêts de domination continentale et mondiale de l'impérialisme états-unien et du sionisme israélien du pays et de ses ressources stratégiques, en parfaite convergence avec certains secteurs de l'opposition bourgeoise.

Avec cynisme, la direction corrompue et traîtresse du PSUV tente de justifier son entente diplomatique avec le gouvernement des États-Unis en invoquant un prétendu pragmatisme visant à préserver le soi-disant gouvernement « révolutionnaire ». Cependant, la cession de la souveraineté énergétique aux entreprises transnationales, l'adoption de positions qui rejoignent



la politique étrangère impérialiste et la présence de la CIA, ainsi que des marines des États-Unis sur le territoire vénézuélien, révèlent un comportement subordonné à des intérêts étrangers à ceux de la nation et éloigné de tout principe révolutionnaire.

Ce comportement contredit également l'argument selon lequel ils n'agissent que sous la menace. La coupole dirigeante n'ont même pas dénoncé officiellement auprès des instances internationales compétentes l'emploi de la force militaire des États-Unis pour intimider une nation souveraine. Une véritable direction révolutionnaire aurait combattu l'interventionnisme impérialiste sur tous les fronts et défendu avec cohérence la souveraineté nationale.

Parmi les premières mesures adoptées par le soi-disant « gouvernement de transition » figurait l'arrêt total de l'approvisionnement en pétrole brut et en carburants à destination de Cuba. Peu après, celui-ci a lancé une réforme globale de la Loi Organique sur les Hydrocarbures, qui renforce la cession du secteur pétrolier aux entreprises transnationales, perpétuant ainsi les privilèges spéciaux accordés par Maduro à Chevron.

Cela a mis fin à une conquête historique de la souveraineté nationale sur les hydrocarbures, dont la défense avait constitué l'un des grands combats du prolétariat pétrolier et du Parti communiste du Venezuela depuis 1936. Ce combat a connu un tournant décisif avec la nationalisation du secteur pétrolier en 1975, puis s'est amplifié sous le gouvernement d'Hugo Chávez.

Trump a admis avec cynisme que les États-Unis avaient déjà largement amorti le coût de l'opération militaire contre Caracas grâce au contrôle du pétrole vénézuélien, auquel s'ajoute une part de plus de 13 milliards de dollars en à peine six mois. Face à ce pillage, le triumvirat composé des frères Rodríguez et de Diosdado Cabello garde le silence et laisse les richesses pétrolières du pays tomber entre les mains de l'impérialisme, alors que près de 70 % des foyers vénézuéliens vivent dans la pauvreté et qu'un tiers est confronté à l'extrême pauvreté.

Du Défaitisme du PSUV à l'instauration d'un protectorat impérialiste

La récente tragédie provoquée par les tremblements de terre du 24 juin a mis en évidence l'effondrement institutionnel du pays et l'inexistence d'un gouvernement solidaire avec les besoins de la population. Elle a également confirmé le manque d'autonomie des dirigeants, qui ont autorisé l'entrée de forces militaires des États-Unis et de responsables de l'État sioniste d'Israël sous prétexte d'aide humanitaire.

Comment une nation souveraine, dirigée par une élite qui se proclame encore « révolutionnaire », a-t-elle pu finir par devenir un protectorat néocolonial pétrolier ? Pour le comprendre, il faut prendre en compte le rôle historique attribué au Venezuela dans la division internationale du travail : celui de fournisseur stratégique d'énergie fossile pour les puissances impérialistes occidentales, en particulier pour les États-Unis.

La lutte inter-impérialiste pour le contrôle des ressources vénézuéliennes s'est intensifiée en raison de la présence croissante de capitaux russes, chinois, turcs et iraniens. Dans ce contexte, et face à l'escalade militaire au Moyen-Orient, le gouvernement de Donald Trump a mis en œuvre son plan d'agression contre le Venezuela. Cependant, les événements et le comportement des dirigeants civils et militaires vénézuéliens indiquent qu'il ne s'agissait pas uniquement d'une opération militaire, mais aussi d'une manœuvre politique visant à subordonner les dirigeants au pouvoir aux intérêts de l'impérialisme des États-Unis.

Cette situation a été favorisée par la crise profonde de l'accumulation capitaliste et l'effondrement des prix du pétrole, auxquels le gouvernement de Nicolás Maduro a répondu par des années de politiques anti-ouvrières, anti-populaires et antidémocratiques. Le détournement des fonds publics, le transfert d'énormes ressources vers la bourgeoisie parasitaire et le capital financier, ainsi qu'une politique économique favorable au grand capital, ont aggravé les inégalités et alimenté le rejet de larges secteurs populaires.

Parallèlement, une politique du travail visant à s'attaquer aux salaires et à démanteler les droits acquis par les travailleurs au cours de décennies de lutte a été mise en œuvre. Sous le prétexte

d'une fausse résistance aux sanctions impérialistes criminelles, une politique de surexploitation de la main-d'œuvre s'est généralisée, passant par la destruction des salaires, l'affaiblissement des conventions collectives, les restrictions au droit de grève et à la liberté syndicale, ainsi que la criminalisation judiciaire de la lutte ouvrière.

À ce processus s'est ajoutée l'offensive contre les libertés démocratiques et la participation politique. La direction du PSUV a ordonné le démantèlement judiciaire de nombreux partis. Dans le cas du PCV — dont cela fera bientôt trois ans —, la procédure judiciaire a porté atteinte au droit à la défense et aux garanties constitutionnelles. Finalement, un tribunal subordonné au pouvoir politique a cédé la personnalité juridique du PCV à des militants du PSUV. La classe ouvrière vénézuélienne s'est ainsi retrouvée dépouillée de son principal instrument de participation politique et électorale.

Malgré cette illégalisation de facto, le PCV continue de se battre ; il exige le rétablissement de sa personnalité juridique et sa marque politique, et est prêt à recourir à toutes les formes de lutte nécessaires pour défendre les intérêts de la classe ouvrière et du peuple travailleur.

Parallèlement, l'enrichissement des hauts responsables militaires grâce à des affaires liées à l'État a miné le moral et les institutions des forces armées. La corruption, l'autoritarisme, le manque de transparence, les violations des droits sociaux et humains et le mépris de la volonté populaire exprimée lors des élections présidentielles de 2024 ont aggravé l'effondrement institutionnel de la République. À cela s'est ajoutée l'attitude d'une opposition qui a ouvertement promu l'intervention impérialiste comme une fausse issue à la crise politique, contribuant ainsi à créer les conditions qui ont facilité l'opération militaire des États-Unis.

Pour une alternative démocratique, populaire et souveraine

À l'heure actuelle, le Département d'État états-unien coordonne, avec le triumvirat de l'indignité — les frères Rodríguez et Diosdado Cabello — et avec des secteurs dociles de l'opposition, la mise en œuvre d'un soi-disant plan de « transition démocratique », dont le véritable objectif est de consolider le contrôle des États-Unis sur le Venezuela.

Nous estimons que ce processus est contraire à l'ordre constitutionnel. Il est inacceptable que l'avenir politique du Venezuela soit décidé sous la tutelle d'une puissance étrangère. Face à cette situation, le PCV, aux côtés de diverses organisations politiques et sociales, poursuit l'élaboration d'une politique d'unité populaire et démocratique visant à rétablir la Constitution, à défendre la souveraineté nationale et à lutter contre le pillage, l'autoritarisme et la tutelle étrangère.

L'objectif est de rassembler les forces au sein d'un grand mouvement national en faveur du rétablissement des droits sociaux et des libertés démocratiques, ainsi que de la souveraineté et de l'indépendance de la patrie. Il s'agit pour le peuple vénézuélien de reprendre le chemin de sa lutte historique pour l'émancipation et contre toute forme de domination étrangère. Avec cette conviction, notre parti a convoqué son XVIIe congrès national en mars 2027 et se prépare à célébrer son centenaire le 5 mars 2031.

À propos des partis communistes du monde entier : une unité nécessaire et possible

Camarades, la réalité complexe de la lutte des classes et la mondialisation de la violence réactionnaire du capital imposent aux partis communistes et ouvriers la nécessité d'utiliser de manière novatrice la théorie du communisme scientifique afin de favoriser, d'organiser et de mener une issue révolutionnaire aux impasses dans lesquelles le système capitaliste plonge l'humanité. Aujourd'hui plus que jamais, le dilemme historique entre « réforme ou révolution » revient au cœur du débat au sein du prolétariat et de ses organisations.

Ce n'est un secret pour personne qu'il existe, au sein de la communauté internationale des partis communistes et ouvriers, d'importantes divergences sur des questions théoriques et politiques cruciales. Si celles-ci ne sont pas traitées de manière adéquate, elles pourraient affaiblir davantage l'unité déjà fragile de l'ensemble de nos organisations, favorisant ainsi la stratégie des ennemis de la classe ouvrière et des peuples qui, malgré leurs propres contradictions, agissent de manière coordonnée pour défendre leurs intérêts.

C'est pourquoi, au sein du PCV, nous estimons qu'il est essentiel que l'EIPCO continue d'exister en tant qu'espace de rencontre, d'échange et de débat entre nos partis, malgré nos divergences bien connues. Dans ce cadre, nous proposons de renforcer l'étude et la discussion collective des principaux problèmes auxquels est confronté le mouvement communiste international.

L'unité des prolétaires du monde entier exige également l'unité stratégique de leurs organisations d'avant-garde, fondée sur la fermeté des principes, le débat fraternel et la capacité à conclure des accords en vue d'une action commune.

**Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !
Nous sommes toujours debout, en unissant nos forces, en organisant des
luttres !**